

CHINE - ETATS-UNIS : 2010, année du Tigre ... et du rapport de force ? [1/2]

En visite — éclair - la semaine passée à Paris, le ministre chinois des affaires étrangères Y. Jiechi eut pour une fois le loisir de pérorer sur les belles perspectives qu'offraient — a priori — 2010 à la fébrile relation franco-chinoise. Une aubaine — qui reste naturellement à confirmer — dont se félicitèrent les autorités françaises ; une trame qui, notwithstanding le charmant épisode de la « diplomatie des pandas », ne semble pas prendre pour modèle les rapports sino-américains des dernières semaines, faits de tensions, de positions antinomiques, de reproches, voire, en provenance de la désormais ambitieuse capitale chinoise, de menaces à peine voilées. Différends monétaires, économiques, politiques, militaires et stratégiques, bilatéraux ou multilatéraux, tout y passe ou presque. Le temps semble déjà bien loin — il y a 3 mois à peine... — où le Président B. Obama cheminait, serein, sur la Grande muraille de Chine. Détérioration structurelle ou « simple » tension conjoncturelle ? Esquissons ci-après quelques réflexions sur le sujet.

Un début d'année tout en tension, pour dire le moins. Entre Washington et Pékin, la seconde décennie du XXI^e siècle démarre pied au plancher ... de la discorde. Rares ont en effet été aussi nombreuses, dans un laps de temps aussi court, les occasions de croiser le fer et de rejeter le poids de la faute en direction du partenaire. Revue de détail des dernières semaines et principaux sujet de discorde dans ces 2 pages.

Sommet de Copenhague : tensions...et satisfaction. Au Sommet de Copenhague sur le réchauffement climatique, les délégations chinoise et américaine sont arrivées en ordre dispersé et ont bataillé autour de positions respectives peu compatibles : refus de Pékin d'entraver son développement économique et critique des efforts insuffisants de la riche Amérique en matière de réduction des émissions de CO₂ ; doute de cette dernière quant à la capacité de la Chine d'honorer ses engagements. *In fine* et pour leur bénéfique réciproque, les initiatives en faveur du climat seront, conformément à leur souhait, plutôt indolores : unilatéraux et non contraignants.

Hilary Clinton, Google, la censure et les hackers. A la mi-janvier, le géant américain Google menace de mettre un terme à ses activités en **Chine**, protestant contre la censure de l'internet et les cyber-attaques menées depuis le territoire chinois, une guérilla informatique débouchant selon **Google** (ce moteur de recherches a 30 % de parts de marché en Chine) sur un vol de propriété intellectuelle, le piratage de comptes de sa messagerie électronique (Gmail) utilisés par des défenseurs des droits de l'Homme chinois. Quelques jours plus tard, dans une intervention surprenante de virulence, Hillary Clinton, la chef de la diplomatie américaine, érige les Etats-Unis en gardiens de la liberté d'expression sur internet et exhorte les entreprises à refuser la censure des autorités chinoises. Pour sa part, la Chine dément être à l'origine des cyber-attaques contre Google ... mais « neutralise » le 8 février *Black Hawk Safety Net*, site chinois de référence en matière de hacking et de piraterie informatique...

De la valeur — disputée — du yuan. Pour Washington, le point est flagrant : le yuan, monnaie nationale chinoise, est artificiellement sous-évaluée — de 25 à 40% selon les responsables du Trésor américain —, et responsable (entre autres choses) de l'impressionnant déficit commercial contractée par les Etats-Unis (graphique ci-contre). Une analyse dénoncée par Pékin : « La valeur du Yuan n'est pas la raison principale du surplus commercial avec les USA. A l'heure actuelle, le niveau du yuan est raisonnable et équilibré » ; « Les accusations et les pressions n'aident pas à résoudre les problèmes » laissait entendre le gouvernement chinois. Une monnaie *bon marché* — arme fatale pour les exportations - et la sortie de crise... Aujourd'hui, 1 \$ s'échange contre 6.83 yuans. Mais les augures sont-ils aussi sombres sur le sujet ? Peut-être que non. Lors du dernier trimestre 2009, l'Indice chinois des prix à la consommation s'est apprécié de 2% ; or, la crainte d'une surchauffe de l'économie pourrait conduire Pékin à réévaluer le yuan pour contrecarrer ces poussées inflationnistes. Un *geste* (on parle de +5 % avant fin 2010) suffisant vu de Washington ?

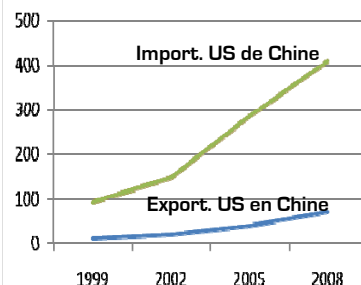
Lorsque le Prix Nobel de la paix 2009 reçoit le prix Nobel 1989. Après avoir repoussé (fin 2009) sa rencontre avec le chef spirituel tibétain - afin de ménager la susceptibilité des autorités pékinoises avant le déplacement de B. Obama en Chine (nov. 2009) -, le chef de l'Etat américain recevra d'ici quelques jours le Dalaï Lama à la Maison-Blanche. Une réception suscitant sans surprise l'ire de Pékin : « Nous invitons les Etats-Unis à prendre pleinement en compte la sensibilité des questions tibétaines, de les considérer avec prudence et un soin particulier, et d'éviter de nuire plus avant aux relations sino-américaines ».



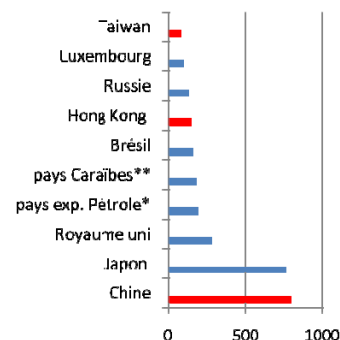
Yuan chinois, dollar US :
une valorisation artificielle ?



Commerce Chine — USA
ou le déficit exponentiel
(en milliards \$)



Les 10 premiers détenteurs de bons du Trésor américain
(en milliards \$; nov. 2009)



Source : Trésor américain
* dont Venezuela, Iran, Irak, Arabie S., etc.
** Bahamas, Bermudes, Caïman, Panama

Livraison d'armes américaines à « l'île rebelle ». Fin janvier, l'administration américaine fait savoir qu'elle autorise la livraison — longtemps en stand-by — à Taïwan d'un important éventail d'armes...à vocation défensive, comme stipulé dans les termes de l'accord bilatéral de 1979 (Taïwan Relation Act). Une vente qui « contribuera à la sécurité et à la stabilité dans le détroit de Taïwan », selon le Département d'Etat. Une livraison qui, selon Pékin, « aura des répercussions qu'aucune des deux parties ne voudrait voir ». Est évoqué la suspension des échanges militaires, la menace d'imposer des sanctions aux firmes américaines impliquées dans ces ventes d'armes. Cet arsenal (114 missiles *Patriot*; 60 Hélicoptères *Blackhawk*; 2 dragueurs de mines *Osprey*; 12 missiles *Harpoon*; valeur : 6,4 milliards \$) est le 3^{ème} volet d'un « package » conclut plus tôt par l'administration Bush.

De Washington à Pékin, les dividendes de cette tension. Des dividendes derrière ce bras de fer à géométrie et sensibilité variable pour Pékin et Washington ? Alors que l'aura du Président Obama auprès de son opinion publique s'écorne sensiblement, que son voyage en Chine (nov. 2009) a été perçu comme manquant singulièrement d'hardiesse, que la situation économique de la 1^{ère} économie mondiale demeure ténue (son déficit bilatéral avec la Chine considérable ; graphique p.1), se profile déjà en nov. 2010 les élections du *Mid-term*. Un rendez-vous politique que l'administration démocrate ne peut louper ; un enjeu interne justifiant un raidissement extérieur, propre à contenter l'électorat conservateur. D'une certaine manière, du côté de Pékin, une lecture similaire peut se concevoir, le gouvernement entendant démontrer à ses administrés sa capacité à se montrer intransigeant, fut-ce face à l'Amérique, quitte à prendre le risque d'éroder son image extérieure. Car, vu de Pékin, priorité demeure — et de très loin — au périmètre sino-chinois.

Ces dossiers internationaux où le soutien de Pékin est requis. Carte maîtresse dans le jeu de Pékin, élément d'espoir (Corée N) ou de frustration (Iran) pour Washington, la participation chinoise conditionne le déblocage de 2 dossiers internationaux complexes.

Iran, prolifération et sanctions. Alors que le dialogue de sourds entre Washington et Téhéran continue sur le dossier nucléaire et que la communauté internationale œuvre à la mise en place de nouvelles sanctions, Pékin se dresse en rempart diplomatique de son allié chinois (la Chine achète 15% de son pétrole à l'Iran) : « Parler de sanctions à ce moment compliquera la situation et pourrait gêner la recherche d'une solution diplomatique (...). Tous les pays, Iran inclus s'il se conforme aux règles de l'AIEA, ont droit à une utilisation pacifique de l'énergie atomique » répéta, à Paris, le min. chinois des affaires étrangères.

Corée du nord, dénucléarisation et discussions (à 6). Alors que Pyongyang semble enfin convenir de l'utilité de reprendre - après une interruption d'un an — les discussions à 6 (PP6 : Corée N, Corée S, Japon, Russie, Chine, Etats-Unis) sur la dénucléarisation, l'entremise de Pékin est précieuse. Ces jours derniers, un émissaire chinois se trouvait à Pyongyang... et, d'une manière concomitante, un représentant du « *Cher Dirigeant* » voyageait à Pékin (8-9 février) : reprise des PP6 en ligne de mire, prochaine visite en Chine de Kim Jong-il (un déplacement à connotation économique et politique), un agenda chargé...

Et pendant ce temps, la Chine ... Forte d'une croissance économique soutenue (+ 8,7%) en 2009, le 1^{er} créancier de l'Amérique atone et endettée (graphique bas de page 1) semble s'être déjà extrait des turpitudes financières affligeant encore son débiteur. Une situation dont Pékin tira profit ; en 2009, le fonds souverain China Investment Corporation acquit 9 milliards \$ de parts dans de grandes firmes d'outre-Atlantique (Morgan Stanley, Bank of America, Citigroup). Des prises de participation s'additionnant à celles opérées depuis 2007 (Apple, Coca-Cola, Motorola, Visa, etc.)... en plus des bons du Trésor...

Prospective : « Tai Shan et Mei Lan incarnent la coopération sino-américaine pour la préservation des pandas et l'amitié des peuples chinois et américains ». Ces propos euphoriques de l'ambassade chinoise aux USA ont ces jours derniers du mal à trouver un écho dans la relation contrariée du « couple » Chine - USA. Cependant, doit-on vraiment s'émouvoir de ces manifestations d'humeur répétées, redouter un raidissement plus profond débouchant sur une véritable crise ? En ces temps économiquement fébriles, Washington et Pékin, partenaires commerciaux intimement associés, peuvent-elles seulement se le permettre ? Rien n'est moins sûr. L'administration Obama n'entend nullement remettre en cause l'appartenance du Tibet à la République Populaire, aucunement revoir le principe de l'unicité de la Chine, fâcher au-delà du raisonnable son 1^{er} créancier (et 1^{er} fournisseur), pas plus qu'elle ne désire renoncer aux bénéfiques de la « carte pékinoise » dans les parties de poker en cour avec Téhéran et Pyongyang (dénucléarisation), aussi aléatoire soit-elle.

Vente d'armes *made in USA* à Taïwan : un (autre) sujet qui fâche



Le Dalaï Lama, attendu à la Maison-Blanche en février.



Google, dans le maelstrom des relations sino-américaines.



Le changement climatique, Sommet de Copenhague, terrains de bataille ou d'entente Chine/USA ?



Olivier GUILLARD
Directeur de recherches à l'IRIS
Associé Crisis Consulting